

Arrêté n°2025- 438 -A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 17/09/2025

Demande déposée le 16/07/2025 et complétée le 22/07/2025	
Affichage récépissé dépôt de dossier : 18/07/2025	
Date de transmission au représentant de l'Etat : 17/09/2025	
Par :	Monsieur DUBIEN Anthony
Demeurant à :	110 C Route de Pierre Bleue 42510 SAINT-GEORGES-DE-BAROILLE
Sur un terrain sis à :	16 Rue Notre Dame 42600 MONTBRISON 147 BK 965
Nature des Travaux :	Transformation du RDC en restaurant (changement de sous-destination), création d'une seconde entrée Boulevard Lachèze, mise en peinture des menuiseries extérieures, installation d'une gaine d'évacuation sur la façade donnant sur la cour intérieure

N° DP 042 147 25 00231Surface de plancher : 0 m²**Le Maire,**

Vu la déclaration préalable présentée le 16/07/2025 et complétée le 22/07/2025 par Monsieur DUBIEN Anthony,

Vu les pièces déposées le 31/07/2025,

Vu l'objet de la demande :

- pour la transformation du RDC en restaurant (changement de sous-destination), la création d'une seconde entrée Boulevard Lachèze, la mise en peinture des menuiseries extérieures conservées au RDC et l'installation d'une gaine d'évacuation des buées sur la façade donnant sur la cour intérieure,
- sur un terrain situé 16 Rue Notre Dame - 42600 MONTBRISON,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,

Zone : Up1,

Vu l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) de la Loire en date du 22/08/2025,

ARRETE

Article unique : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **non-opposition**. Vous pouvez entreprendre vos travaux.

MONTBRISON, le 17 septembre 2025,
Pour le Maire,
Pierre CONTRINO,
Adjoint Délégué



Observations :

Relevant d'une instruction au titre du Code de l'urbanisme, cette autorisation ne concerne que la modification de la façade. La pose, la modification et le remplacement d'enseignes sont régis par le Code de l'environnement et doivent donc à ce titre répondre à cette réglementation. Une demande d'autorisation préalable d'un dispositif supportant une enseigne doit être déposée.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Taxe d'aménagement : pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 01/09/2022, une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de la Loire**

Dossier suivi par : RUSSIAS Jean-Marie

Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE DE CONSTRUCTION

Numéro : DP 042147 25 00231 U4202

Adresse du projet : 16 RUE NOTRE DAME 42600
MONTBRISON

Déposé en mairie le : 16/07/2025

Reçu au service le : 01/08/2025

Nature des travaux: 11163 Remplacement de menuiseries

Demandeur :

Monsieur DUBIEN ANTHONY

110 C ROUTE DE PIERRE BLEUE
42510 ST GEORGES DE BAROILLE

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un Site Patrimonial Remarquable listé en annexe. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'Architecte des Bâtiments de France donne son accord.

NOTA 01 : les modifications apportées

-menuiseries RAL 7032 au lieu du vert RAL6020

-principe de lettres détachées sans fond surfacique en vert mais directement sur maçonnerie par rapport au 1er projet DP 042147 25 00231 U4201

abouti à un projet conforme au règlement du SPR.

Le nouveau projet peut être accepté.

NOTA 02 : les lettres détachées formant enseigne drapeau BASILIC & CO directement apposées sur maçonnerie pourraient-être de teinte vert RAL6020

VILLE DE MONTBRISON

17 SEP. 2025

DP	42	147	25	00231
Objet	Dép.	Commune	Année	N° du Dossier

Fait à Saint-Etienne

Signé électroniquement
par Jean-Marie RUSSIAS
Le 22/08/2025 à 17:29

**L'Architecte des Bâtiments de France
Monsieur Jean-Marie RUSSIAS**

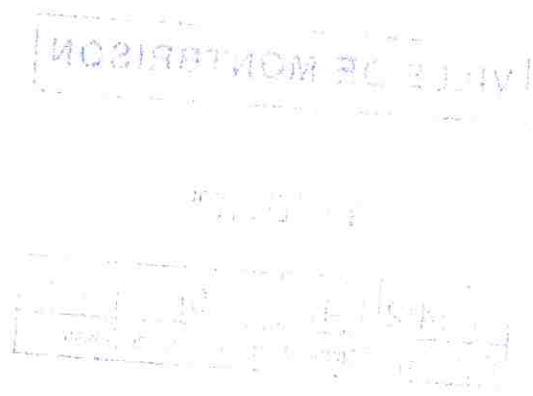
En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours

Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Loire - 16 Place Jean Jaurès, CS 50007, 42001 SAINT-ETIENNE Cedex 1 -
04 77 49 35 50 - udap.loire@culture.gouv.fr

à compter de la réception du présent acte, le Préfet de région (Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne Rhône-Alpes - Le Grenier d'abondance - 6, quai Saint Vincent - 69283 Lyon cedex 01) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.



ANNEXE :

Site patrimonial remarquable de Montbrison